



Dix questions sur Erasmus

Les portes des meilleures universités sont-elles réellement fermées? Est-ce que nous ne nous en tirons pas mieux seuls? Dix questions sur Erasmus pour éclairer la situation.

1. Que se passe-t-il en ce moment?

Aujourd'hui, le Conseil fédéral a pris une **décision** que les étudiants, les chercheurs et les hautes écoles suisses attendaient depuis longtemps: le gouvernement s'est prononcé sur l'avenir de la mobilité internationale dans le domaine de la formation, et plus particulièrement sur celui des échanges dans le cadre d'**Erasmus+**.



2. Quelle est la position du Conseil fédéral?

Il estime qu'Erasmus+ coûte **trop cher**. Pour lui, la solution transitoire de la Suisse est suffisante jusqu'en 2020.

3. Que disent les hautes écoles?

Pour elles, la solution transitoire ne suffit pas à long terme. L'exclusion comporte des risques à long terme: les étudiants suisses seraient pénalisés et nos hautes écoles verraient leur influence reculer de plus en plus à l'échelle internationale.

4. De quels programmes parlons-nous?

Il est question d'**Erasmus+**. Jusqu'à présent, nous fonctionnions sous le régime d'un **programme de remplacement autonome mis en place par la Suisse**, qui s'est éteint à la fin de l'année passée.

- (2011-2013) Erasmus (la Suisse participait directement)
- (2014-2020) **Erasmus+** (la Suisse ne participe pas)
- (2020-2027) Programme suivant. La participation de la Suisse au programme qui succèdera à Erasmus+ n'est pas certaine et dépendra vraisemblablement des coûts.

5. Les portes des meilleures universités sont-elles réellement fermées?

Oui. Les portes de Cambridge sont fermées de manière générale aux étudiants suisses depuis 2014. La vénérable institution académique n'accepte pas la solution transitoire mise en place par la Suisse pour palier la non-participation à Erasmus+. L'EPFZ en a fait l'expérience. «Cambridge ne souhaite pas **conclure d'accords d'échange qui ne correspondent pas au cadre réglementaire Erasmus** », a déclaré Franziska Schmid, dans le **Tagesanzeiger**. L'Université de Cambridge a donc suspendu les échanges standard en 2014.



Le fait est que plusieurs universités européennes de premier plan, comme celle de Madrid, ont laissé tomber les hautes écoles suisses depuis 2014. Certaines ont supprimé les places d'échange, d'autres en proposent moins que par le passé. Conséquence: les étudiants suisses qui souhaitent effectuer un semestre à l'étranger doivent se contenter de hautes écoles moins renommées ou moins attrayantes.

6. Comment en sommes-nous arrivés là?

Nous ne pouvons-nous en prendre qu'à nous-mêmes. Les négociations sur la participation de la Suisse à Erasmus+ ont débuté en décembre 2013. Mais **les discussions sont au point mort**, depuis que la Suisse a accepté l'**initiative «Contre l'immigration de masse»** en février 2014 et refusé ensuite de signer le protocole relatif à l'extension de la libre circulation des personnes à la Croatie.



Il est rapidement apparu que dans ces conditions, une pleine association à Erasmus+ ne serait pas possible. Aussi le Conseil fédéral a-t-il adopté pour 2014 une **solution de remplacement autonome pour la Suisse**, laquelle a depuis été prolongée à plusieurs reprises.

La Suisse ayant ratifié le protocole relatif à la Croatie fin 2016, une participation pleine et entière à Erasmus+ serait en principe **de nouveau possible**. Pour ce faire, le Conseil fédéral devrait reprendre les négociations avec l'UE et mettre à disposition les moyens nécessaires.

7. Est-ce que nous ne nous en tirons pas mieux seuls?

C'est une question de point de vue. Nous pouvons fonctionner sans Erasmus+, **mais cela implique plus de restrictions et moins de possibilités**. En 2016, la Confédération a accepté de financer quelque 4800 séjours d'étudiants à l'étranger. C'était nettement plus que les années précédentes. Serait-ce une success-story? Yves Flückiger, recteur de l'Université de Genève, a déclaré dans le **Tagesanzeiger** : «Nous avons pu maintenir la mobilité estudiantine sur le plan quantitatif, **mais pas sur le plan qualitatif**.»



Voici les autres restrictions:

1. Comme cela était déjà le cas entre 1996 et 2011, **la Suisse finance elle-même pratiquement tout ce qui touche à la mobilité**.

2. De plus, chaque haute école doit **négozier individuellement** tout échange avec des partenaires européens, ce qui représente un gros travail. Dans le cas de l'Université de Zurich, ce ne sont pas moins de 400 contrats individuels.
3. En outre, **la participation aux projets de coopération est désormais fortement limitée**: les établissements helvétiques ne peuvent plus coordonner de projets car la Suisse n'a que le statut d'un pays tiers. Cet aspect est beaucoup plus douloureux pour le paysage suisse de la formation et les organisations de jeunesse que le seul facteur financier.

Pour donner une image, on pourrait dire que jusqu'en 2013, les étudiants suisses possédaient un abonnement général pour les échanges avec l'Europe. Aujourd'hui, ils doivent faire la queue devant l'automate et négocier leur billet un à un.

8. Erasmus+ et Erasmus, est-ce que ce n'est pas pareil?

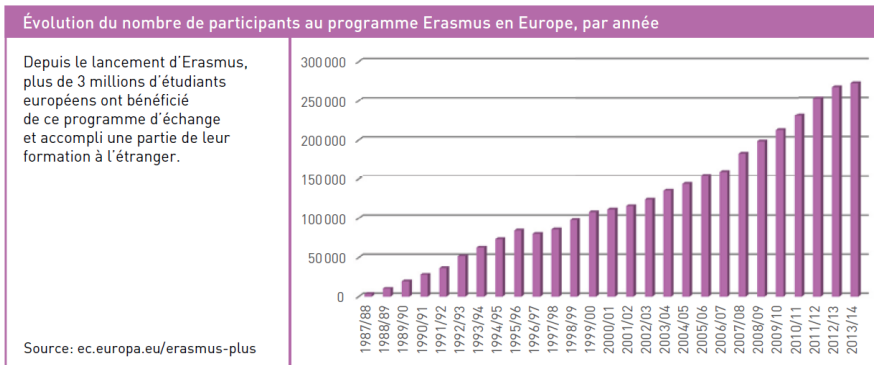
Non. Contrairement à ses prédécesseurs (Erasmus), ce nouveau programme comporte aussi des **activités en dehors de l'Europe** et encourage, outre **la mobilité des étudiants**, également divers types de **projets collaboratifs** entre établissements de formation.



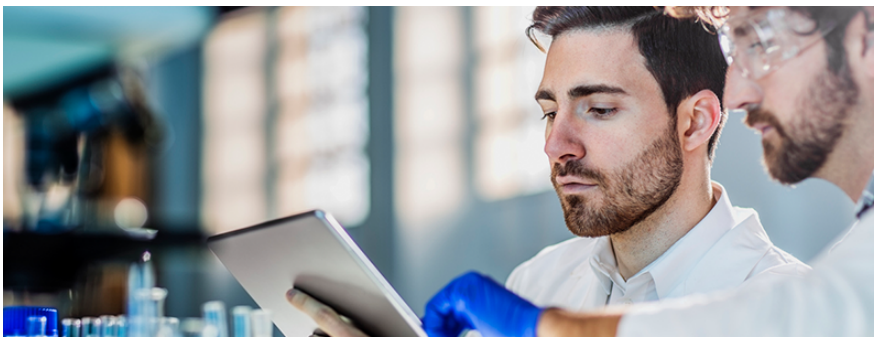
Erasmus+ est un programme de l'UE pour la formation et la mobilité. Il s'adresse à des étudiants, des apprentis, des stagiaires, des entrepreneurs et à des apprenants adultes qui peuvent effectuer un séjour auprès d'une haute école étrangère **sans barrières administratives**. À cela s'ajoutent des activités de promotion comparables à celles de l'organisation suisse Jeunesse+Sport. Le programme est prévu pour une durée de sept ans: il a démarré en 2014 et s'achève en 2020.

9. Qu'amène un tel échange?

Davantage de chances pour les étudiants. Des études ont prouvé que les aptitudes acquises pendant une année d'échange étaient un facteur décisif de succès dans le monde du travail. À l'échelle européenne, les étudiants qui ont participé à Erasmus+ présentent un **risque 50% inférieur** d'être encore au chômage un an après avoir obtenu leur diplôme.



Quant aux établissements de formation, ils profitent de **précieuses synergies**, car le programme Erasmus+ leur permet de mener des projets transfrontaliers avec des partenaires européens. Ainsi, ils développent ensemble des modules de cours, constituent des réseaux européens, échangent des expériences et tirent profit l'un de l'autre.



10. Comment faisons-nous avant tout cela?

Depuis le début des années 1990, la Suisse a participé activement aux programmes pour la formation et la jeunesse européens, et ce jusqu'à ce que le non à l'EEE entraîne une première fissure.



À partir de 1996, seule une participation indirecte était encore possible. En clair, la Suisse devait assumer elle-même une grande partie des frais, et les possibilités de participer à des projets de coopération ont été fortement limitées pour les établissements de formation helvétiques. De même, la Suisse n'a, dans un premier temps, pas pu participer directement aux programmes de la période 2007-2013.

Ce n'est **qu'en 2009** qu'une déclaration d'intention avec l'UE a permis de garantir la participation du pays aux programmes « Formation tout au long de la vie » et « Jeunesse en action ». L'accord correspondant est entré en vigueur en **mars 2011**.

Erasmus (European community action scheme for the mobility of university students) est une composante du programme « Formation tout au long de la vie ». D'autres programmes partiels sont axés sur la formation scolaire (Comenius), la formation professionnelle (Leonardo da Vinci) ou la formation des adultes (Grundtvig). Quant au programme « Jeunesse en action », il couvre la formation non formelle des jeunes, le volontariat et la coopération entre les organisations de jeunesse par exemple.

De 2011 à 2013, des établissements suisses ont participé directement à ces deux programmes, bénéficiant ainsi des mêmes possibilités que les partenaires des 32 pays participants. Au cours de cette période, plus de 16 000 étudiants ont fait usage des possibilités d'échange entre la Suisse et l'UE, leur nombre étant plus ou moins égal dans les deux sens. S'y ajoutent de nombreux stages à l'étranger. En Suisse, la mobilité des étudiants et du personnel universitaire a sensiblement contribué à l'internationalisation du secteur tertiaire ainsi qu'au bon fonctionnement du marché du travail et à la croissance économique. Entre 2011 et 2013, la mobilité s'est accrue dans tous les secteurs. Par ailleurs, les établissements suisses ont pu participer à des projets de coopération visant à renforcer la collaboration entre universités de toute l'Europe.

Plus d'informations et de chiffres: www.ouverte-souveraine.ch

Marchés de l'emploi libres et ouverts



Un marché du travail ouvert et flexible contribue de manière significative à la prospérité de la Suisse. Pour qu'il fonctionne, les entreprises doivent

pouvoir accéder à la main-d'œuvre. Un partenariat social équitable est également nécessaire.